

Tactiques de réacheminement

Les approches du transfert des connaissances en matière de gestion des déchets



Cette étude de cas présente l'expérience de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) développée dans le cadre de ses programmes internationaux en matière de renforcement des capacités des gouvernements locaux sur divers aspects de la gestion des déchets. Elle fait partie d'une série d'études de cas thématiques qui illustrent les activités de coopération de la FCM et favorisent le partage des connaissances entre intervenants du secteur municipal.

FCM

Fédération canadienne des municipalités

Federation of Canadian Municipalities

APERÇU

La FCM est la voix nationale des municipalités au Canada. Comptant plus de 1 500 membres, la FCM représente les intérêts des municipalités au niveau des politiques et de programmes qui relèvent de la compétence fédérale. Les membres de la FCM incluent les plus grandes villes du Canada, les petites collectivités urbaines et rurales et 18 associations de municipalités provinciales et territoriales.

La FCM s'appuie sur la force de son réseau de municipalités pour mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités municipales dans plus de 20 pays d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient, de l'Amérique latine et des Caraïbes. Grâce au soutien fourni principalement par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), les programmes internationaux de la FCM visent à soutenir les processus de décentralisation, à favoriser la gouvernance et à renforcer la gestion et la prestation de services municipales.

Plus de 200 municipalités canadiennes et associations municipales et 1 500 experts municipaux canadiens ont participé aux programmes internationaux de la FCM depuis ses débuts en 1987. L'adaptation de l'expertise municipale canadienne au contexte des pays en voie de développement moyennant des activités de coopération est un outil puissant de développement. Les échanges entre pairs permettent aux municipalités canadiennes de partager leur expertise et expérience pratique avec leurs homologues étrangères, contribuant ainsi à la formation du personnel et à l'amélioration de la prestation de services, de la gouvernance et de la gestion municipales.

Au cours des années, la FCM a établi un corpus de connaissances sur les pratiques et méthodes de gestion innovatrices en matière de transfert des connaissances dans plusieurs domaines thématiques. La présente étude de cas met en lumière quelques-unes des pratiques exemplaires qui ont émergé de l'expérience de la FCM en matière de renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des déchets solides.

Partie 1 : Introduction

Gestion des déchets solides — défis communs, contextes différents

La gestion des déchets solides est devenue une priorité pour de nombreuses municipalités partenaires étrangères de la FCM en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes. Ces municipalités ont eu à relever des défis très divers, à savoir :

- aux Philippines, une décharge inclinée à un niveau précaire au-dessus d'un cours d'eau, posait des risques sur les plans de la santé, de la sécurité et de l'environnement;
- au Sri Lanka, à la suite du tsunami, des matières non biodégradables se sont accumulées sur les récifs coralliens et ont échoué sur les plages, nuisant ainsi aux secteurs de la pêche et du tourisme;

- au Salvador, une accumulation de déchets solides a contaminé les eaux souterraines et le sol;
- au Guyana, un manque de formation a gêné la prestation des services essentiels par les municipalités;
- au Nicaragua, des matières dangereuses ont pollué l'environnement en suintant d'une décharge pour contaminer les criques, les cours d'eau et les rivières adjacents. Les déchets d'un dépôt étaient infestés de mouches et ont commencé à contaminer le fleuve. Cette situation a provoqué une hausse de l'incidence de maladies telles que la dysenterie, le choléra et la typhoïde; et



Décharge au Ghana

- au Ghana, en milieu rural, des feux couvants dans une décharge ont provoqué des émissions et des fumées toxiques en direction de l'école voisine.

Quoique les contextes puissent varier, les problèmes demeurent les mêmes — l'accumulation et l'élimination inappropriée de déchets solides sont source de dangers pour

l'environnement et la santé des humains, nuisent à la qualité de vie et ont des répercussions néfastes sur le développement économique local, y compris l'écotourisme.

Les municipalités sont aux prises avec l'enjeu de la gestion des déchets solides pour des raisons semblables : pauvreté, croissance de la population, urbanisation et décentralisation. Les municipalités assument traditionnellement la responsabilité de la prestation des services de gestion des déchets solides, notamment la collecte, l'acheminement et l'élimination des ordures, ainsi que le recyclage des matières et la récupération des ressources. Il s'agit d'un défi complexe pour les municipalités, qui ne saurait être relevé correctement qu'en tenant compte d'un large éventail de considérations techniques, institutionnelles, sociales, juridiques et financières, sans oublier la mobilisation du public et des autres intervenants dans le processus de réduction des déchets, de recyclage et de compostage. Même si ces fonctions relèvent de leur compétence, les municipalités manquent souvent de capacité et de ressources nécessaires pour les assumer de manière efficace.

Les projets de gestion des déchets solides financés dans le cadre des programmes internationaux de la FCM ont tous eu le même objectif général consistant à améliorer la gestion des déchets solides dans les municipalités participantes. Cependant, ils ont été axés sur des objectifs différents pour y parvenir, allant des améliorations techniques à une décharge, du soutien à des campagnes collectives de recyclage, de compostage et de nettoyage, au renforcement des capacités en vue d'élaborer des plans complets de gestion des déchets solides. Les projets financés par la FCM n'autorisent pas des investissements à grande échelle dans l'infrastructure ou l'équipement, de sorte que les projets ont été centrés sur des domaines où le renforcement institutionnel moyennant un transfert des connaissances peut réellement contribuer au changement.

Si les partenaires ont tendance à choisir des projets de compostage et de recyclage, c'est en grande partie parce que la réduction des déchets solides peut être effectuée à peu de frais, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à de l'équipement coûteux. La technologie utilisée pour transformer les déchets organiques en compost est simple et accessible à la majorité des municipalités et des institutions. Les programmes de recyclage coûtent bien moins cher à administrer que la collecte des déchets, l'enfouissement sanitaire et l'incinération, et ils peuvent contribuer au développement économique local. Le recyclage et le compostage procurent également des avantages sur le plan de l'environnement, car ils permettent de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, de réduire le nombre de nouvelles décharges, d'atténuer la pollution des eaux souterraines, d'économiser de l'énergie, de réduire la pollution de l'air et de conserver les ressources pour les générations futures.

En ce qui concerne d'autres projets, il a fallu franchir une première étape d'élaboration d'un plan réaliste de gestion des déchets solides qui permette à la municipalité de relever des défis particuliers en faisant appel aux ressources disponibles.

Un récapitulé des principaux projets présentés dans cette étude de cas est disponible à la fin de ce document.

Malgré les divers objectifs des projets, certaines approches communes ont été utilisées pour transférer les connaissances et procéder à des changements institutionnels en vue d'améliorer la gestion des déchets.

La section suivante met en lumière plusieurs pratiques exemplaires qui ont émergé des échanges entre les partenaires de la FCM.

Partie 2 : Bonnes pratiques

BONNE PRATIQUE N° 1 : LA PLANIFICATION

REND PARFAIT

L'expérience de la FCM a montré que le succès, du début à la fin, d'un projet dépend de sa planification. Des projets peuvent certainement rencontrer des obstacles qui ont peu à voir avec la qualité de leur planification, mais il s'agit en général d'une exception à la règle. Voici quelques-uns des points qu'il convient de retenir dans le cadre d'une planification.

Faire participer les partenaires canadiens et étrangers dès le début du projet

Les programmes internationaux de la FCM sont axés sur une approche entre pairs selon laquelle les municipalités partagent leur expertise et leur expérience pratique au service de la gestion et de la gouvernance municipales et de la prestation de services. Alors que la FCM offre un soutien technique et une coordination d'ensemble du programme, les municipalités participantes gèrent leurs propres partenariats ou échanges, ce qui suppose habituellement une série de brèves missions techniques au Canada et dans la municipalité étrangère auxquelles participent le personnel, les membres du conseil et les représentants de la collectivité.

Conformément au soutien conféré par la FCM sur les plans du renforcement des capacités et de la prise en charge locale, les projets de gestion des déchets étaient axés sur la participation des partenaires étrangers à toutes les étapes du processus. Plutôt que de parachuter des experts canadiens dans une collectivité pour dire aux administrations municipales ce qu'ils doivent faire, les partenaires ont travaillé ensemble et dans la mesure du possible, ils ont essayé d'inciter les intervenants locaux à se fixer des objectifs. Les partenaires canadiens ont fourni des exemples de politiques et de procédures en matière de gouvernance locale qui fonctionnent dans le contexte canadien pour servir de point de départ à la discussion. Des solutions ont ensuite été formulées collectivement après que les partenaires aient eu le temps de comprendre les différents contextes, cultures et défis.

Dans le cadre du programme de gestion et de gouvernance municipales du Guyana, de petits projets environnementaux ont été choisis en fonction des priorités locales. Chacune des six municipalités participant au programme avait désigné une équipe pour identifier les priorités entre les projets et effectuer une sélection. Les équipes étaient formées selon un dosage équilibré d'hommes et de femmes, de membres du personnel municipal, de conseillers municipaux et d'un échantillon diversifié de membres de la collectivité.



Des membres de l'équipe de mise en œuvre chargée des déchets de New Amsterdam

Être souple

D'ordinaire, les partenaires fixent des objectifs à la suite des missions exploratoires destinées à définir l'étendue des projets. Certes, les partenaires ont continué à peaufiner les objectifs tout au long de leurs projets afin de les adapter aux réalités du terrain. Par exemple, durant la phase de mise en œuvre de son projet, l'équipe ghanéenne s'est rendue à Nanaimo pour travailler sur son plan de gestion des déchets solides et recevoir une formation en milieu de travail centrée sur deux domaines particuliers. Durant la mission, les partenaires ont reconnu qu'il était nécessaire d'améliorer la collecte et l'élimination des ordures ménagères avant de tenter de mobiliser la collectivité locale. Par conséquent, ils ont réduit l'envergure de leur plan initial.

Miser sur l'expérience passée

Une bonne planification n'oblige pas toujours à réinventer la roue. Certaines municipalités canadiennes apportent maintenant une expérience considérable à leurs projets de renforcement des capacités. En 1997, par exemple, la Municipalité régionale de comté de La Matapédia au Québec a réalisé avec succès un projet pilote de compostage à San Vicente, El Salvador. Par la suite, elle a désigné quatre autres municipalités dans le pays pour participer à un nouveau projet de compostage. Elle les a sélectionnés en fonction de la présence d'un organisme non gouvernemental local possédant une expertise dans les projets liés à l'environnement. Le projet misait sur l'expérience passée du partenaire québécois dans le pays pour formuler une stratégie de participation efficace.

Réunir de l'information cruciale

Aux Philippines et au Sri Lanka, l'équipe canadienne a travaillé avec les partenaires afin de réunir de l'information vitale avant de fixer des objectifs. À Galle, par exemple, une étude sur l'efficacité de la collecte a révélé que les remorques se remplissaient rapidement en raison de l'absence de compactage des déchets; ainsi, les camions à ordures restaient à l'arrêt tandis qu'ils attendaient les remorques pour effectuer leurs trajets vers la décharge. À Olongapo et à Galle, des vérifications des déchets ont permis de déterminer la composition des flux de déchets, ce qui a permis aux équipes d'élaborer un plan de référence pour mesurer le réacheminement futur des déchets et établir les priorités. Les équipes ont également dressé l'inventaire des activités de recyclage et de compostage.

La vérification des déchets comme outil de planification

Lorsqu'un partenaire canadien apporte les connaissances qu'il a acquises d'un autre projet, on peut s'attendre à ce que les stratégies qui ont réussi fonctionnent de nouveau. Un expert en gestion des déchets de Windsor, Ontario, par exemple, savait que la Ville d'Olongapo aux Philippines avait passé un règlement qui encourageait les résidents à rapporter leurs bouteilles recyclables ainsi que l'acier et les canettes en aluminium à des boutiques de brocanteurs. Il pensait que la Ville de Galle au Sri Lanka pourrait reprendre cette pratique. Toutefois, une vérification des déchets a révélé que les flux de déchets collectés à Galle contenaient une quantité négligeable de bouteilles et de canettes. À Olongapo et à Galle, des vérifications des déchets ont été déterminantes, car elles ont permis de connaître la nature du flux des déchets. Grâce à la vérification réalisée à Galle, l'équipe a pu concentrer ses efforts sur la réduction de la quantité des déchets de cuisine et de résidus de jardinage en recourant au compostage. En tant qu'outil de planification, la vérification des déchets est souvent nécessaire pour aider à saisir le contexte local et établir les priorités.



La vérification des déchets à Galle, Sri Lanka

Établir une coordination avec les autres acteurs

Une autre considération importante en matière de planification de projet est de savoir quels autres acteurs faire intervenir dans le même domaine de renforcement des capacités. Par exemple, la FCM a été l'une des nombreuses organisations à travailler au Sri Lanka dans le contexte de la reconstruction et de la réhabilitation à la suite du tsunami. L'équipe de la FCM devait veiller à ce que son travail constitue un complément aux autres initiatives de gestion des déchets

et ainsi éviter tout chevauchement. La FCM a en définitive coordonné son travail avec celui de l'Agence de coopération internationale de l'Association des municipalités des Pays-Bas (VNG) dont le travail visait le même objectif.

Avoir accès au soutien technique nécessaire

L'expérience de la FCM montre que dans certains cas, les partenaires municipaux ont besoin d'un soutien technique particulier pour faciliter la conception et la mise en œuvre du projet. Il est de loin préférable que ces besoins soient cernés tôt. Les projets progresseront d'autant plus vite que le personnel technique participe aux missions initiales.

Dans certains cas, des experts techniques extérieurs à la municipalité peuvent être appelés à intervenir si cela donne de meilleurs résultats pour le projet. L'équipe d'Usulután et de La Matapédia au Salvador a retenu les services d'un spécialiste du compostage du Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) afin de diriger le projet. Dans le cadre de son programme « Les ordures sont un trésor », l'Association nationale des municipalités du Nicaragua (AMUNIC) a affecté au projet un conseiller juridique pour soutenir et aider à surveiller les projets de Tipitapa et de Nindirí.

La FCM elle-même a offert un soutien technique dans certains projets. Au Sri Lanka, l'équipe du projet technique de la FCM a assuré la surveillance et l'évaluation des divers volets du programme. En ce qui concerne le projet de Sunyani au Ghana, le personnel de la FCM a participé à la mission initiale afin d'aider les partenaires à se fixer des objectifs réalistes. Membre de l'équipe technique au Nicaragua, la FCM a également aidé à établir le budget pour les échanges techniques entre Nindirí et Chelsea, et entre Tipitapa et Victoria.

BONNE PRATIQUE N° 2 : FAIRE PARTICIPER LES CITOYENS

Pour réussir, toute stratégie de gestion des déchets a besoin de faire participer les membres du public à la recherche de solutions. Une démarche descendante imposée par une administration locale ou des « partenaires » bien intentionnés peut certes porter fruit à court terme, mais il est peu probable qu'elle soit viable. Une approche plus englobante vise à engager la population dès le départ, à la sensibiliser à la responsabilité sociale qu'elle doit assumer en tant que consommateurs-producteurs de déchets et citoyens de leur municipalité ainsi qu'à la motiver à participer à la gestion des déchets.

Tous les projets comportaient un aspect de participation du public. En ce qui concerne certains d'entre eux, cet élément était central, alors que pour d'autres, il faisait partie intégrante du processus. Ci-dessous sont présentées quelques-unes des méthodes qui ont été utilisées pour réussir à obtenir la participation du public à des activités de réduction des déchets.

Les jeunes sont des catalyseurs de changement

Les jeunes sont souvent perçus comme des catalyseurs de changement qui appliquent à la maison ce qu'ils apprennent à l'école. Ainsi, les écoles ont joué un grand rôle dans plusieurs projets qui visaient à mettre en œuvre des programmes de recyclage ou de compostage. Au Nicaragua, les deux villes et leurs partenaires canadiens ont considéré les jeunes élèves comme des agents de changement susceptibles de communiquer à leurs familles et à la collectivité dans son

ensemble le message suivant : « réduire, recycler et composter ». À Tipitapa, quatre écoles ont pris part à une journée de nettoyage; un programme de communication et de formation visait à encourager la population à trier et à réduire ses déchets, et à ne pas jeter des déchets n'importe où. Le partenariat entre Nindirí et Chelsea a permis de mettre en place un programme de compostage dans les écoles, de créer un comité de bénévoles sur les questions environnementales et d'appuyer des initiatives municipales telles que des journées de nettoyage; des élèves ont également été recrutés et formés pour effectuer des campagnes porte-à-porte de sensibilisation.



Étudiants et étudiantes participant au projet de compostage en El Salvador

Les quatre collectivités qui ont participé au projet au Salvador ont aussi canalisé l'enthousiasme des jeunes. Conformément à son objectif de rendre les jeunes plus responsables de leur environnement, le projet a permis de former 621 élèves (et 30 enseignants) sur la manière de trier, de classer et de traiter les déchets solides ainsi que les modes de production du compost. Elles ont utilisé le compost pour appuyer des projets scolaires sur l'horticulture et des pépinières, et ont fait la promotion des avantages inhérents au compostage auprès de la collectivité grâce à des événements tels que la Journée du compostage et la Journée de l'accomplissement. Le projet cherchait à sensibiliser davantage les jeunes à la nécessité de réduire les déchets et à les motiver à effectuer du compostage à la maison. En définitive, le projet a permis de réduire les déchets solides produits par les écoles, les entreprises du voisinage et les maisons d'étudiants. En outre, les membres de la collectivité ont utilisé le compost de haute qualité comme engrais pour fertiliser des potagers et des pépinières. La haute qualité des légumes qui ont été récoltés à partir des jardins riches en compost a pu améliorer la qualité de l'alimentation des étudiants.

À Galle, les partenaires ont créé un comité d'éducation du public pour encourager les écoles à intégrer la gestion des déchets à leurs programmes scolaires. Le comité a soutenu un programme de correspondance grâce auquel des élèves de Galle et de Calgary, en Alberta, ont échangé leurs opinions sur les questions liées à l'environnement.

Le programme de gestion et de gouvernance municipales du Guyana a également fait participer les jeunes grâce à un projet appelé Cycle Savers, mis en œuvre dans six municipalités participantes. Fondé sur un modèle appliqué par la Municipalité régionale de Halifax, en Nouvelle-Écosse, le programme Cycle Savers a été adapté. Il vise à aider les enfants à mieux connaître leur environnement en les faisant participer à un programme d'éducation sur l'environnement en plein air dirigé par des bénévoles de leur communauté. Forts de leur enthousiasme et de leurs connaissances nouvellement acquises, les enfants

sont rentrés chez eux pour aider leurs familles à réduire leur impact sur l'environnement. Ils sont passés à des méthodes d'élimination des déchets plus appropriées et ont pris des initiatives pour conserver l'eau et l'énergie.

Un peu de motivation fait des merveilles...

Inciter le public à s'impliquer davantage dans un projet peut parfois être plus facile si l'on fournit du matériel. La Municipalité de Galle voulait offrir de meilleurs services de gestion des déchets; réduire la quantité de déchets mis en décharge et sensibiliser davantage les citoyens à cette question. Dans le cadre du projet pilote, la FCM a envisagé de fournir à environ 1 500 foyers de deux quartiers des composteurs gratuits pour les résidus de jardinage et les matières organiques de cuisine et une poubelle pour les autres déchets. Pour obtenir ce matériel, les résidents devaient participer à une journée portes ouvertes de formation et signer une entente selon laquelle ils s'engageaient à l'utiliser. La journée portes ouvertes était inspirée d'une stratégie de marketing social communautaire canadienne qui a été adaptée au contexte du Sri Lanka. Dans le cadre de l'application de cette stratégie, les partenaires ont reçu une formation sur l'organisation de journées portes ouvertes et la préparation d'une demande de propositions qui a été donnée par des consultants ayant l'expérience de la mise au point d'outils de sensibilisation.

Selon les premiers résultats, le projet a fourni 1 330 composteurs aux résidents de deux quartiers. Environ 87 % de ces foyers utilisaient encore leur composteur de façon appropriée six mois après l'avoir reçu.

Qu'est-ce que le marketing social communautaire?

Le marketing social communautaire est une approche utilisée pour favoriser le changement des comportements. Dans le cas de Galle, au Sri Lanka, le projet visait à augmenter le compostage à domicile et à réduire les déchets. De manière générale, cette approche consiste à cerner un problème en tenant compte du contexte local et des obstacles susceptibles d'entraver le changement de comportements. On définit ensuite une stratégie pour éliminer les obstacles.



Une journée porte ouverte à Galle, Sri Lanka

La stratégie est mise à l'essai dans le cadre d'un projet pilote, puis on évalue son efficacité avant de la mettre en œuvre à plus grande échelle. À la différence de nombreuses campagnes axées sur l'information, le marketing social communautaire s'est avéré davantage susceptible de favoriser un changement durable des comportements. Dans l'exemple de Galle, chaque foyer des quartiers pilotes a reçu un composteur, une poubelle et des documents éducatifs à l'occasion d'une série de journées portes ouvertes organisées par le personnel du conseil municipal. Des bénévoles formés ont assuré un soutien hebdomadaire de suivi et ont désigné des dirigeants locaux pour assurer une participation continue à ce projet.

Communication sur le terrain

De nombreux projets ont motivé les citoyens à participer à la gestion des déchets en communiquant leur message directement dans la rue. À New Amsterdam, un projet communautaire de nettoyage a encouragé les résidents à nettoyer 16 quartiers. Les fins de semaine, 12 bénévoles ont investi les rues de leur quartier pour déboucher les égouts ou ramasser les ordures éparpillées au hasard dans les jardins privés. Le projet a aussi enflammé l'imagination des chefs d'entreprise locaux qui ont décidé de fournir le matériel de nettoyage. Au Ghana, le projet entre Sunyani et Nanaimo prévoyait des nettoyages communautaires mensuels pour mobiliser le public. Ces activités alliées aux sketches de théâtre dans les lieux publics et d'autres initiatives faisaient partie d'une stratégie de communication plus vaste.

Utilisation de documents écrits et communications audiovisuelles

Du matériel écrit et audiovisuel a été utilisé dans les projets du Salvador et du Sri Lanka pour informer les résidents sur les avantages du compostage. Des concours et des événements ont été organisés afin d'attirer les médias d'information et d'encourager les résidents à s'engager.

CONSEIL : Concentrer l'attention sur les dirigeants

Il ne faut jamais sous-estimer l'influence que les dirigeants ou les champions exercent pour inciter les gens à s'engager.

En ce qui concerne le projet entre Usulután et La Matapédia, des dirigeants dynamiques et créatifs ont été choisis parce qu'ils savaient comment maintenir l'intérêt des élèves dans le compostage. Grâce à des jeux éducatifs interactifs, les jeunes ont pu participer à toutes les étapes du processus, à leur propre niveau. Il s'est avéré qu'il valait mieux former un petit groupe d'élèves hautement motivés plutôt qu'un groupe plus important d'élèves que le projet n'intéressait pas. Les partenaires ont remarqué que les écoles qui désignaient un enseignant pour se charger du projet obtenaient les meilleurs résultats en matière de compostage. Ils ont aussi reconnu qu'il était nécessaire d'intégrer les activités au programme scolaire afin de favoriser la pérennité du projet.

La Ville d'Olongapo a gagné des prix aux niveaux régional et national pour la propreté de sa ville. Avec l'argent des prix, la Ville a acheté un compacteur de décharge et six motocyclettes pour collecter les ordures dans tous les coins et recoins. Pour montrer l'exemple, le maire et son personnel faisaient du jogging autour de la ville deux fois par semaine avec un balai et une pelle à poussière. La Ville a lancé son premier concours annuel pour le « Baranguay (c.-à-d. le quartier ou district) le plus propre et le plus vert », dont le prix attribué était de l'argent et un trophée.

BONNE PRATIQUE N° 3 : UNE FORMATION PRATIQUE AIDE À RENFORCER LES CAPACITÉS À LONG TERME

Les partenaires qui ont participé à des projets de gestion des déchets ont utilisé la recherche d'informations, la formation et la sensibilisation comme principaux outils et techniques de transmission des connaissances. Dès les premières étapes, l'équipe canadienne a souvent renforcé les capacités de son partenaire étranger dans des domaines tels que la

vérification des déchets et la gestion de projet. Une fois le projet amorcé, de nombreux partenaires ont utilisé les échanges techniques pour transmettre des compétences pratiques liées aux décharges, au recyclage et au compostage. Les partenaires étrangers appliquaient ensuite ces nouvelles compétences à leurs collectivités respectives, transférant ces connaissances à l'échelle de la collectivité en recourant à des techniques d'éducation du public et à d'autres outils de sensibilisation.

Olongapo avait entre autres pour objectif d'améliorer la collecte des déchets solides, l'exploitation de la décharge et ses pratiques de gestion. Grâce à ce projet, le personnel municipal a appris à réaliser des études sur la production et la caractérisation des déchets, à effectuer des vérifications et à exploiter la décharge correctement. Les compétences particulières qui étaient visées comprenaient le compactage des déchets sur les lieux de la décharge, l'enlèvement de terre et son remplacement et la construction de pentes appropriées pour stabiliser la décharge. Les améliorations réalisées à la décharge de New Cabalan à Olongapo ont permis de prolonger sa durée de vie jusqu'à 50 ans. L'équipe a stabilisé la pente, réparé l'installation de récupération des matières et installé une clôture pare-papiers. Elle a également commencé à couvrir le site avec de la terre pour réduire les odeurs et prévenir les incendies.

Grâce au soutien de l'AMUNIC, des échanges techniques ont été entrepris dans le cadre des projets entre Tipitapa et Victoria, et entre Nindirí et Chelsea, afin d'offrir une formation dans des domaines tels que le compostage et le recyclage, le processus décisionnel et la gouvernance municipale.

Le projet entre Sunyani et Nanaimo visait à élaborer un plan de gestion des déchets solides, créant des possibilités d'apprentissage participatif et de formation en milieu de travail dans les domaines de la collecte des ordures et de l'exploitation d'une décharge.

BONNE PRATIQUE N° 4 : PARFOIS, LE PLAN SE RÉVÈLE ÊTRE LE MEILLEUR PROJET

Les municipalités doivent intégrer un large éventail de considérations d'ordre technique, institutionnel, social, juridique et financier au processus de gestion des déchets afin qu'il soit efficace. Il arrive que les plans municipaux de gestion des déchets doivent respecter les normes qui ont été définies par une instance politique de niveau supérieur, ou intégrées à des cadres législatifs dans le domaine de l'environnement ou la santé, ou encore imposées à la suite d'un récent processus de décentralisation. Les plans doivent aussi tenir compte des moyens dont dispose la municipalité pour assurer ses services de gestion des déchets.

Dans certains cas, lorsque les partenaires ont réalisé leur évaluation initiale des besoins pour leurs projets, ils ont constaté que leur plus grande priorité était d'améliorer la planification de la gestion des déchets. Plutôt que de se jeter dans des projets qui visaient à réduire les déchets ou à améliorer immédiatement la collecte des déchets, ils ont conçu des projets centrés tout particulièrement sur le renforcement des capacités dont ils avaient besoin pour élaborer des plans de gestion ou, dans un cas précis, un plan de communications sur la réduction des déchets.

CONSEIL : Même les plans les mieux conçus ont besoin de ressources

Les municipalités qui ont travaillé dur pour acquérir les capacités techniques nécessaires peuvent encore rencontrer des difficultés par manque de financement. Une gestion durable des déchets exige un investissement à long terme. Même si une administration municipale possède la volonté politique d'aller de l'avant, elle peut être contrainte de solliciter des fonds auprès d'autres sources pour mettre en œuvre ses plans. Tipitapa a conçu un plan pour exploiter un système intégré de gestion des déchets solides financièrement autonome, y compris une décharge, mais elle ne disposait pas des ressources suffisantes pour le soutenir. Victoria et Tipitapa ont par conséquent exploré d'autres options.

Au Canada, il est courant que plusieurs municipalités réduisent leurs frais de gestion des déchets en regroupant leurs ressources. Dans certains cas, les municipalités voisines paient un droit (paiement à l'acte) à la municipalité hôte qui assure les services de gestion des déchets. Dans d'autres cas, les municipalités contribuent aux services fournis par un gouvernement de comté ou de niveau régional. Dans les deux cas, une solide collaboration intergouvernementale est nécessaire pour que cette approche fonctionne.

L'équipe du projet a évalué la capacité de la décharge proposée par Tipitapa et a conclu que cette ville aurait la capacité de répondre à une grande partie des besoins non comblés de Managua, et assurant ainsi la viabilité financière du projet. Toutefois, au cours de ses réunions avec des représentants du gouvernement national et de la municipalité de Managua et d'autres intervenants clés et donateurs, l'équipe a appris que plusieurs organismes gouvernementaux proposaient des solutions diverses, mais dont la coordination était faible. En définitive, Tipitapa a installé une station de transfert pour le triage, le recyclage et le compostage des déchets dans le cadre d'un processus progressif d'achat et de construction d'une décharge qui répondrait à ses besoins.



La station de transfert pour le triage, le recyclage et le compostage des déchets à Tipitapa, Nicaragua

BONNE PRATIQUE N° 5 : LES PARTENARIATS ONT UN EFFET MULTIPLICATEUR SUR LES BÉNÉFICES

Il n'y a pas de meilleur exemple d'un enjeu municipal qu'une gestion des déchets qui intègre tous les segments d'une collectivité. Les particuliers, les entreprises et les gouvernements génèrent tous des déchets et idéalement, chacun d'entre eux devrait contribuer à la solution en participant à leur gestion. Les meilleures approches en matière de gestion des déchets sont d'établir des voies de communication entre le conseil municipal, le secteur privé, les groupes communautaires et les citoyens à titre individuel, voire des niveaux de gouvernement plus élevés. Dans la plupart des projets appuyés par la FCM, des partenariats ont été établis, de manière formelle ou informelle, dans le cadre des activités de projet.

Les écoles ont été un partenaire évident dans un grand nombre de projets visant à sensibiliser les jeunes, comme mentionné dans la partie sur la participation des citoyens.

L'Assemblée municipale de Sunyani s'était fixé l'objectif à long terme de créer un milieu urbain propre et sécuritaire pour tous les résidents de Sunyani. Elle voulait établir et mettre en œuvre un programme d'action durable portant sur la gestion des déchets solides durant les 15 prochaines années. Par conséquent, l'Assemblée espérait que son travail avec le District régional de Nanaïmo (DRN) aiderait à faire avancer le processus. Le personnel de l'Assemblée et du DRN ont formulé une proposition de projet visant à établir un processus de planification intégrée et durable de gestion des déchets solides qui non seulement sensibiliserait et mobiliserait les citoyens à la question des déchets solides à Sunyani, mais aussi les ferait participer à la définition, à la mise au point et à la prise en charge de solutions locales. L'objectif à long terme du projet a été de créer un milieu urbain propre et sécuritaire pour tous les résidents de Sunyani.

Tipitapa et Victoria ont cherché à élaborer un plan stratégique des déchets solides ainsi qu'un programme de sensibilisation et d'éducation du public. En définitive, elles ont mis au point un plan d'activités et financier pour la gestion des déchets solides ainsi qu'un plan conceptuel d'une décharge et d'une installation de gestion des déchets.

L'équipe de Nindirí et de Chelsea cherchait à mieux faire comprendre aux résidents la nécessité de payer des impôts pour assurer la collecte des déchets et à faire participer les jeunes et les femmes à la prise de décision. Ensemble, les partenaires ont préparé un plan de communication pour sensibiliser le public à la nécessité de trier les déchets.

À New Amsterdam, au Guyana, le secteur des entreprises est devenu un partenaire précieux. L'administration envisageait des chaussées et des rues propres ainsi qu'une plus grande prise en charge de leur environnement par les résidents. Les partenaires ont approché les entreprises et commerces locaux pour apporter leur soutien à un nettoyage collectif, et environ 85 % de celles-ci ont décidé de participer. Ces entreprises et commerces ont ainsi été un facteur déterminant du succès du projet. En faisant don des fournitures et des outils de nettoyage, le secteur privé a permis aux bénévoles d'effectuer leur travail et le budget prévu pour le projet a pu être affecté à d'autres postes. Grâce au projet communautaire, 47 254 pieds d'égouts, de parapets et d'accotements ont été nettoyés et l'ensemble de la route principale a été revitalisé. Les égouts ayant été débouchés, les inondations ont été moins nombreuses et l'état de propreté générale a amélioré la qualité de vie.



Nettoyage de la rue
Main à New Amsterdam

La communauté des affaires a retiré de nombreux avantages de sa participation au projet. Les entreprises et commerces locaux ont réalisé que leur prospérité dépendait des résidents qui forment leur clientèle et qu'ainsi, ils avaient un rôle naturel à jouer pour préserver le bien-être de leur municipalité. Grâce à ces petits projets, ils ont fait des dons tangibles dont ils ont largement bénéficié par la reconnaissance de leur générosité et de leur conscience sociale.

Même si New Amsterdam avait défini comme objectif de son projet de gestion des déchets « une plus grande prise en charge des questions environnementales par les résidants », elle n'avait pas prévu comment les résultats se concrétiseraient dans les détails. En définitive, le projet a intensifié la participation à la fois des citoyens et des entreprises dans les activités de la collectivité; les membres de la collectivité étaient davantage enclins à participer lorsqu'ils voyaient leurs voisins se mobiliser. Dans certains cas, les résidants ont contribué des repas pour exprimer leur reconnaissance envers les bénévoles qui travaillaient avec tant d'acharnement.

CONSEIL : au moment de faire participer des partenaires, il faut surveiller les échéances

Le moment choisi pour agir est fondamental! Au Salvador, il était crucial de faire participer les écoles dès le début de l'année scolaire pour s'assurer de leur engagement. Au Guyana, l'équipe a réalisé qu'elle avait besoin d'allouer aux entreprises commanditaires potentielles beaucoup de temps pour répondre aux demandes; en outre, elle a dû répondre rapidement aux questions des commanditaires potentiels pour soutenir leur intérêt.

BONNE PRATIQUE N° 6 : TENIR COMPTE DES ÉCONOMIES INFORMELLES QUI VIVENT DES DÉCHETS

Dans certains cas, les résidants les plus pauvres d'une ville vivent et travaillent comme ramasseurs de déchets ou chiffonniers dans les décharges à ciel ouvert. Dans le pire des cas, des familles de chiffonniers vivent dans la décharge ou aux alentours de celle-ci. Elles respirent les émanations provenant des émissions de gaz toxiques et la fumée de la combustion des déchets effectuée à l'air libre pendant qu'elles trient les déchets pour assurer leur subsistance. Les projets qui ont pour objectif d'améliorer l'élimination des déchets solides doivent prévoir des initiatives propres à organiser et à légitimer ces personnes ainsi qu'à améliorer leurs conditions de vie et à leur procurer un soutien.

Grâce au projet d'Olongapo aux Philippines, des améliorations ont été apportées à la décharge existante qui était régulièrement visitée par une communauté de résidants chiffonniers installée aux abords. Parmi les changements opérés figurent la couverture plus fréquente des déchets afin de réduire les incendies et les odeurs et l'érection d'une nouvelle clôture pare-papiers conçue pour contenir les déchets. En outre, la ville a amorcé le triage des déchets avant qu'ils ne soient transférés vers la décharge.

Au fur et à mesure que des améliorations étaient réalisées, les partenaires du projet ont tenu compte des besoins d'ordre économique et sanitaire des chiffonniers. Plus on couvrait fréquemment les déchets avec de la terre, moins les résidants avaient tendance à signaler la



Clôture pare-papiers nouvellement érigée autour de la décharge d'Olongapo.

présence d'odeurs et de fumée dans leur collectivité. La clôture pare-papiers a empêché les matières plastiques d'être emportées par le vent jusque dans leurs habitations durant la saison sèche et venteuse. Bien que l'installation de la nouvelle clôture ait forcé une famille à déménager, celle-ci a reçu une compensation sous forme de titre de propriété pour un petit terrain situé dans les environs.

Lorsque les activités de la décharge ont changé, les chiffonniers ont été organisés en petites équipes auxquelles étaient affectés des horaires précis, ce qui a permis de stabiliser leurs revenus. L'activité accrue des petits commerces à l'extérieur de la décharge était un indice que les résidants et les chiffonniers avaient de l'argent à dépenser. En réalité, certains propriétaires de commerces étaient d'anciens chiffonniers qui avaient investi leurs revenus dans une petite entreprise. Toutefois, on a noté un inconvénient : certains chiffonniers ont remarqué qu'ils avaient moins d'articles à récupérer après que la municipalité eut commencé à trier les ordures avant de les transférer à la décharge.

BONNE PRATIQUE N° 7 : GUIDE PRATIQUE DES POLITIQUES ET DES CADRES LÉGISLATIFS

La participation des gouvernements tant au niveau local que national constitue une autre source de complexité en matière de gestion des déchets. Parfois une administration locale a de la difficulté à respecter la réglementation nationale — que ce soit pour aménager des décharges adéquates ou appliquer les lois. Il est important de connaître les cadres législatifs imposés par les ordres de gouvernement plus élevés (en général le gouvernement national) dès le démarrage du projet; en effet, ils peuvent avoir une influence sur la conception du projet ou inciter les municipalités à influencer les politiques, voire à élargir la portée des projets.

Dans le projet d'Olongapo, les partenaires ont travaillé avec succès avec la Ligue des municipalités des Philippines pour influencer la politique du gouvernement. L'un des principaux objectifs d'Olongapo était de respecter la réglementation nationale sur la gestion des déchets. À la fin du projet, Olongapo s'était conformée à six des huit points qui étaient prévus par l'article 39 de la loi républicaine n° 9003, Loi sur la gestion écologique des déchets solides de 2000 (RA 9003). Elle possédait également les connaissances techniques pour achever de se conformer aux deux derniers points qui touchaient la maîtrise des eaux de ruissellement et le recours à une couverture journalière. Un document d'orientation rédigé par les partenaires de Windsor, en Ontario, a convaincu la Commission nationale de la gestion des déchets solides de prolonger d'une année le délai accordé à toutes les municipalités pour se conformer à la législation. Dans le cadre de ses initiatives visant à assurer sa conformité à la législation nationale, Olongapo a adopté deux règlements : l'un pour établir l'imposition de droits pour sa prestation des services de gestion des déchets et l'autre pour délivrer des permis aux propriétaires de magasins de brocante.

Au Salvador, le projet d'Usulután a été une source d'inspiration pour l'association nationale des municipalités (COMURES) qui a décidé d'appuyer un programme de réduction des déchets et de réparations des dommages causés à l'environnement. Le projet a été établi pour répondre à la *Loi sur l'environnement du Salvador* qui oblige les mu-

municipalités à créer une commission formelle sur l'environnement et à aménager des décharges qui respectent les normes de santé.

BONNE PRATIQUE N° 8 : LES INDICATEURS COMME MESURE DE SUCCÈS

Pour s'assurer d'une formulation claire des objectifs et d'une manière qui permette de les mesurer, il est tout indiqué de définir une série d'indicateurs à utiliser pour évaluer les résultats d'un projet. Ces indicateurs aident à déterminer le type de données de référence qui sont exigées avant de mettre en œuvre un projet.

Le projet entre Olongapo et Windsor disposait des indicateurs déjà définis dans l'article 39 de la Loi républicaine n° 9003, *Loi sur la gestion écologique des déchets solides de 2000* (RA 9003) (ci-après la Loi). Pour évaluer les résultats, l'équipe a pris des clichés « avant et après » du site de la décharge, réalisé une inspection physique et interrogé le personnel municipal, les exploitants du marché municipal, des propriétaires de magasins de brocante et des élus. Le projet, fondé sur ces indicateurs, a pu atteindre la plupart de ces objectifs.

LES INDICATEURS UTILISÉS DANS LE CADRE DU PARTENARIAT ENTRE OLONGAPO ET WINDSOR

INDICATEURS QUALITATIFS

- 1) « Améliorer les sites (de décharge) existants »
- 2) « Réduire les effets néfastes sur la santé et l'environnement »
- 3) « Prolonger la durée de vie et la capacité (de la décharge) »

INDICATEURS QUANTITATIFS

- 4) Préparer un plan de gestion des déchets solides sur dix ans
- 5) Adopter des mesures précises de génération de recettes afin de favoriser la pérennité de son plan de gestion des déchets solides
- 6) Réacheminer au moins 25 % des déchets solides pour éviter leur mise en décharge, grâce à des activités de réutilisation, de recyclage et de compostage
- 7) Tenir compte des personnes travaillant à des activités de recyclage ou des personnes qui fournissaient des services de recyclage avant l'entrée en vigueur de la Loi
- 8) Convertir les décharges à ciel ouvert en décharges contrôlées conformément aux lignes directrices établies dans la Loi, à savoir :
 - a) appliquer régulièrement une couche de sol inerte;
 - b) installer des dispositifs de régulation du drainage des eaux de ruissellement et des environs du site;
 - c) restreindre le versage des déchets à une petite aire de travail;
 - d) construire une clôture pour empêcher l'éparpillement des déchets;
 - e) tenir des rapports de base;
 - f) fournir une voie d'accès entretenue;
 - g) contrôler le ramassage des déchets;
 - h) recouvrir le site et y planter de la végétation après sa fermeture.

Partie 3 : défis liés à la mise en œuvre

Il n'est pas surprenant que les projets ne se déroulent pas toujours comme prévu. Les équipes ont dû composer avec des contraintes telles qu'incendies et inondations, changements de gouvernement, attentes irréalistes et contraintes financières permanentes touchant le partenaire étranger. Dans chaque cas, les partenaires ont essayé de relever ces défis.

Capacités techniques

C'est souvent l'absence de capacités techniques qui explique le manque des moyens dont disposent les municipalités pour la mise en œuvre des plans de gestion des déchets. Par exemple, le tsunami a laissé Galle avec une expertise et des ressources financières insuffisantes pour améliorer la collecte et l'élimination des déchets. Le manque de capacités a continué d'être un facteur durant la mise en œuvre du projet. Les responsables municipaux ont dû verser des ordures dans l'Océan Indien en raison du manque de décharges. L'équipe canadienne a travaillé avec le service de génie civil de la municipalité pour repérer deux sites d'élimination temporaires tandis qu'une nouvelle décharge était planifiée et aménagée.

Obstacles d'ordre politique

Les conseils municipaux peuvent être pris d'enthousiasme pour la gestion des déchets, mais ils sont susceptibles de changer régulièrement, tout comme les gouvernements nationaux. Il est important de trouver des champions au sein du personnel administratif pour aider à surmonter les obstacles d'ordre politique qui émergent après les élections.

Pendant que l'équipe de Tipitapa et de Victoria se renseignait pour formuler sa proposition de nouvelle décharge, elle a appris que le gouvernement national avait travaillé pendant plus de trois ans sur un plan de traitement des déchets solides dans 30 municipalités. Le gouvernement avait ciblé trois municipalités pour accueillir les nouvelles décharges, mais Tipitapa ne figurait pas parmi elles. L'équipe a changé de tactique; elle a invité les représentants du gouvernement à visiter le site qu'elle se proposait de choisir pour installer sa décharge. Elle a également évalué l'un des sites éventuels de décharge proposé par le gouvernement et elle a soutenu qu'il ne satisfaisait pas aux normes internationales dans ce domaine. En définitive, Tipitapa a installé une station de transfert pour le triage, le recyclage et le compostage des déchets dans le cadre d'un processus progressif d'achat et de construction d'une décharge qui répondrait à ses besoins.

Au départ, le partenariat entre Nindirí et Chelsea démarrait lentement jusqu'à ce qu'un conseil nouvellement élu à Nindirí invite Chelsea à élaborer un nouveau plan de travail. Un groupe de travail composé de représentants des deux villes ainsi que de la FCM et de l'AMUNIC a été formé pour donner un élan supplémentaire au projet.

CONSEIL : Des champions locaux peuvent aider à surmonter les obstacles d'ordre politique

Au Salvador, le personnel spécialisé de la municipalité locale a contribué au projet de compostage. Il a surveillé les activités, établi une liaison avec les autres intervenants et pris des mesures pour « institutionnaliser » le projet dans la municipalité afin d'en assurer la pérennité. Trois des quatre municipalités ont également offert un soutien et du matériel pour construire les composteurs et organiser des concours et des campagnes de sensibilisation.

Égalité hommes-femmes et justice sociale

La FCM possède une longue expérience de la promotion de l'égalité hommes-femmes dans le cadre de ses programmes. Au Salvador, de nombreux enseignants croyaient que le compostage était une affaire d'hommes, une croyance qui a gêné la pleine participation des jeunes filles et des femmes. Pourtant, les jeunes filles triaient et déposaient les déchets dans les bacs appropriés, ce qui constituait en soi une nouvelle activité pour elles. En dehors des écoles, la participation des femmes à la production de compost était plus élevée, en particulier dans les collectivités où les femmes assument le rôle de chef de famille.

Conditions météorologiques imprévues

Le mauvais temps a perturbé plusieurs projets. Une semaine avant que l'équipe de Windsor n'arrive à Olongapo, un typhon a déversé environ un mètre de pluie qui a endommagé davantage la décharge. Durant sa deuxième mission, l'équipe a amené avec elle un conducteur de bouteur pour aider à retirer les déchets de la rivière et à renforcer la pente. Plusieurs jours avant que l'équipe n'arrive, la foudre a touché le méthane présent dans les décharges primaire et secondaire. L'équipe de Windsor est restée deux semaines supplémentaires pour recouvrir les déchets exposés qui alimentaient l'incendie et stabiliser la pente.

Partie 4 : Pérennité

Les projets examinés dans l'étude de cas ont atteint la plupart des objectifs prévus. Pourtant, la véritable marque de succès réside dans la pérennité du projet. Ces nombreuses réalisations résisteront-elles à l'épreuve du temps? Pour améliorer les chances d'une durabilité accrue, les projets ont été centrés sur le renforcement institutionnel grâce au transfert des compétences ainsi qu'à la sensibilisation et à la mobilisation du public. Voici les principaux facteurs qui contribueront à la pérennité des projets.

Transfert des compétences : les projets ont permis de transmettre une diversité de compétences — de la réalisation de vérifications des déchets et de l'organisation de journées portes ouvertes au renforcement des décharges et à la fabrication de compost. Pour que ces améliorations soient durables, les partenaires étrangers se sont efforcés d'intégrer les compétences et les leçons tirées dans les institutions elles-mêmes plutôt que dans les individus. En outre, ils ont partagé les nombreuses compétences et idées nouvellement acquises avec leurs homologues d'autres villes.

Bonne volonté : les projets ont eu des répercussions intangibles tels qu'une plus grande confiance en soi, une bonne volonté entre les villes partenaires et un plus grand intérêt des membres de la collectivité à participer à la gestion des déchets, au recyclage ou au compostage. Bien que difficiles à mesurer, ce type de changements est de bon augure pour le futur.

Partenariats entre les secteurs public et privé : au Guyana, le projet de New Amsterdam et d'autres projets financés dans le cadre du programme de gestion et de gouvernance municipales du Guyana ont utilisé une méthode commune. L'essence de ce programme consistait à créer des partenariats entre la municipalité, le secteur privé et les membres de la collectivité. Le succès de cette démarche a posé les jalons de la création de partenariats plus formels entre les secteurs public et privé.

Impact de la politique : au Salvador, presque la moitié des 23 écoles participantes faisaient encore du compostage après la fin du projet. Les élus et le personnel municipal voulaient travailler avec les écoles et les collectivités pour soutenir un programme municipal permanent de promotion du compostage et de production de compost. Étant donné la nécessité pour les municipalités de se conformer à la législation nationale sur l'environnement, l'association nationale des municipalités (COMURES) étudiait les manières d'appliquer le modèle conçu dans le cadre du projet entre Usulután et La Matapédia à d'autres municipalités. En effet, environ 20 autres écoles de la région, impressionnées par les résultats du projet, ont souhaité prendre part à un programme de compostage.

Attention des médias : la couverture médiatique des réalisations d'Olongapo a suscité des demandes de voyages d'étude et de participation à des ateliers. Selon la Ligue des municipalités des Philippines, la ville est devenue un modèle pour les régions avoisinantes.

Sensibilisation du public : le projet de Galle a essentiellement consacré son énergie à renforcer les capacités locales pour mobiliser les membres de la collectivité. Une vidéo explique l'art du compostage et décrit les participants actuels comme des modèles de comportement. L'équipe de Sunyani et de Nanaïmo a envisagé d'utiliser son projet de plan de gestion des déchets solides afin de stimuler un débat public. Les activités d'éducation du public réalisées par le Collège de l'Université de Malaspina et ses collèges partenaires à Sunyani contribueront à assurer la participation des membres de la collectivité et à aiguïser leur sens de la prise en charge en vue de passer à l'étape suivante : un système de gestion durable des déchets solides.



Le recyclage à Nindirí, Nicaragua

POINTS SAILLANTS DES PROJETS

PARTENAIRES

OBJECTIFS

RÉSULTATS INTÉRESSANTS

Concepción, Jiquilisco, Puerto El Triunfo et Santa Elena, El Salvador — Municipalité régionale de comté de La Matapédia, Québec

- Sensibilisation accrue des jeunes au sujet de la responsabilité qui leur incombe de réduire les déchets
- Accroissement de la pratique du compostage à domicile grâce à l'influence des jeunes

- Grâce au compostage généralisé, la quantité de déchets solides produits par les écoles, les entreprises commerciales et les foyers a été réduite.

Municipalité de Galle, Sri Lanka — plusieurs municipalités canadiennes

- Amélioration des services de gestion des déchets
- Diminution de la quantité de déchets déversés dans les décharges
- Sensibilisation accrue des citoyens en matière de gestion des déchets

- 1 330 composteurs ont été livrés aux résidents de deux quartiers, dont 87 % étaient toujours utilisés de manière appropriée six mois plus tard.
- La ville de Galle a réduit ses déchets solides de 50 % dans deux quartiers grâce à une amélioration de la collecte et à un projet de compostage. Selon les responsables de la santé publique, l'amélioration de la collecte des déchets a été un facteur de réduction des décès causés à Galle par la fièvre Dengue transmise par les moustiques.

Municipalité de New Amsterdam, Guyana (Programme de gouvernance locale et de gestion municipales du Guyana)

- Enlèvement des déchets des principales chaussées et des rues
- Réduction des risques pour la santé par la prévention de décharges et d'incinération
- Sensibilisation accrue des citoyens au besoin d'organiser les déchets solides pour faciliter leur collecte
- Prise en charge accrue de leur environnement par les résidents de divers quartiers

- Les bénévoles ont nettoyé plus de 47 000 pieds d'égouts pour réduire le risque d'inondation.
- Un partenariat réussi entre les résidents, les petites entreprises et l'administration locale a été établi.

Association des municipalités du Nicaragua (AMUNIC)

- Fournir une assistance technique à 16 municipalités membres en matière de recyclage des déchets inorganiques et de compostage des déchets organiques.

- Tipitapa et Nindiri (voir ci-dessous) figurent parmi les 16 municipalités qui ont reçu une assistance technique sur le recyclage des déchets inorganiques et du compostage des déchets organiques grâce au programme « Les déchets sont un trésor » mis en place par l'AMUNIC.

Municipalité de Nindiri, Nicaragua — Municipalité de Chelsea, Québec (AMUNIC)

- Diminution des déchets solides acheminés aux décharges
- Compréhension accrue parmi les résidents de la nécessité de percevoir des impôts pour financer la collecte des déchets
- Participation des jeunes et des femmes au processus décisionnel

- Un programme de recyclage a été mis en place.

Ville de Tipitapa, Nicaragua — Ville de Victoria, Colombie-Britannique (AMUNIC)

- Plan stratégique sur les déchets solides et programme de sensibilisation et d'éducation du public
- Programmes de compostage et de recyclage mis en place
- Mise en service d'une décharge contrôlée
- Options de financement de mise en œuvre des programmes

- Un plan stratégique et un modèle de gestion pour le traitement des déchets solides ont été mis au point.
- Une station de transfert pour les déchets était aménagée et exploitée.
- Les redevances versées par les résidents et les entreprises pour la gestion des déchets ont augmenté.
- Une proposition conjointe de collaboration entre la Ville de Tipitapa et la capitale voisine de Managua a été rédigée.

Ville de Olongapo, Philippines — Ville de Windsor, Ontario

- Amélioration de la collecte des déchets solides, des pratiques d'exploitation et de gestion de la décharge
- Capacités renforcées pour l'établissement de budget et le financement d'immobilisations
- Intégration du recyclage au système de collecte des déchets
- Respect de la *Loi sur la gestion écologique des déchets solides à l'échelle nationale de 2000*

- La durée de vie de la décharge principale a été prolongée jusqu'à 50 ans
- La Ville a respecté presque tous les aspects de la réglementation nationale sur l'environnement.
- Un programme de recyclage a été mis en place.

Assemblée du district municipal de Sunyani (Ghana) — District régional de Nanaimo, Colombie-Britannique

- Plan de gestion des déchets solides et plus grande capacité de mise en œuvre de ce plan
- Participation accrue du public dans la gestion des déchets solides

- Un plan d'amélioration de la collecte des ordures et de leur élimination a été rédigé.

FCM

Fédération canadienne des municipalités

Federation of Canadian Municipalities

Renseignements

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter :
international@fcm.ca.

Fédération canadienne des municipalités Centre international pour le développement municipal

24, rue Clarence

Ottawa (Ontario) CANADA K1N 5P3

Tél. : (613) 241 5221

Télec. : (613) 241 7117

Courriel : international@fcm.ca

*Cette publication a été réalisée avec l'appui financier du
gouvernement du Canada agissant par l'entremise de
l'Agence canadienne de développement international (ACDI)*

© Fédération canadienne des municipalités 2007